ALFRED REBOUX Propriétaire - Gérant

ABONNEMENTS :

secoing: Trais mois. . 13.50 Six mois. . . 26.>> Un an . . . 80.>> nme, Aime,

trois makis.

15 fb.
Le France of Pinnanger, les frais de poste en cas.
Le prix de Abennement cet payable avence. — Ye ut abennement continue, aqu'à réception d'avis contraire.

17 MAI 67 90 98 25 mts (5 0/0). 105 20 18 MAL

67 90 1 0/0. 4 1/2. Emprents (5 0/0) 105 17 1/2 (Bernes particulier du Fourne Ide Roubaix) 3635 00

Banque de, France Socié, géné. Crédit foncier de 690 00 France Chemins autrichiens 561 00 965 00 638 00 Nord Midi 1248 00 750 00 Stes Péruvien 4 0/0 20 1/4 Banque ottomane 362 00 000 00

DEPECHES COMMERCIALES (Service particulier du Journal de Roubaux

155 00

12 35

00 00

Crédit Mobilier

New-York, 18 mai. Change sur Londres 4.87 1/2; change sur Parie, 5.13 3/4 Valeur de l'er, 112 5/8 Café good fair, fla livre) 17 3/8 Café good Cargoes, (la livre) 17 7/8 Marché ferme.

Dépêches de MM. Schlagdenbauffen et Coprésentés à Roubaix par M. Bulteau Gry-Havre, 18 mai.

Cotons : Ventes 500 b. Marché calme changement.

Liverpool, 18 mai. Cotons: Ventes 8,000 b. Marché

New-York, 18 mai.

Cotons: 12 1/4.
Recettes de 5 jours 14,000 b.

Dénèches affichées à la Bourse de Roubaix .

Liverpool, 18 mai.
Colons: Ventes 8,000 bal. Amerique
septembre 6 1/4.

Havee, 18 mai. ns : Ventes 750 b. marché facile

louisiane 74 à 76 georgie, autour 71. New-York, 18 mai.

Recettes 14,000 balles.

ROUBAIX 18 MAI 1876.

Bulletin du jour

La discussion a continué hier à la Chambre des Députés sur la proposition de l'amnistie. Au délout de la séance. M. Paul de Cassagnac avait questionné le ministre de l'intérieur au sujet des nominations de maires dans le Gers, qui lui semble manifester les préférendu gouvernement dans les élections it lieu le 21. M. de Marcère a pondu qu'ancun acte du ministère ne rtera atteinte à la liberté électorale. réorganisant les municipalités,

En réorganisant les municipalités, ajoute-t-il, le gouvernementn'a fait que auivre et appliquer une mesure réclamée par l'opinion publique.

M. Dufaure, garde des socaux, a présenté à la Chambre une requête de M. le procureur général tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre un de ses membres. La demande et les nièces ont 454 renvoirées aux bureaux.

té renvoyées aux bureaux.
Le débat s'est ensuite engagé au su-jet de l'amnistie, qui a été énergique-ment combattu par MM. Baudry-d'Asson ét Méline. Le second orateur a dé-claré néanmoins, au nom de la commisnion, qu'il sera bon de demander. « outre les mesures de clémence, en ce ui concerne le passé, la cessation des ites dans l'avenir. » M. George Perrin, qui a occupé ensuite la tribune, a exposé l'état actuel des déportés de la Nouvelle-Calédonie. M. Perrin, qui est un des ténors de la gauche, s'est étendu longuement sur les peines corporelles infligées aux déportés. Ces griefs sont formellement démentis par l'administration de la marine. La dission générale close, la discussion a tté ouverte sur une proposition de M.
Raspail, plus éloignée des conclusions de la commission et demandant une amnistie générale. Sur la demande de

un numéro: 15 cm mes

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

l'auteur de la proposition, la discussion a été renvoyée à aujourd'hui.

Aujourd'hui ont lieu à Paris les obsèques « civiles » de Michelet. On assure que le parti radical se propose de saisir cette occasion de faire, à travers Paris, une manifestation tapageuse en faveur de l'amnistie.

La République française, qui aurait bien envie, au fond, de repousser l'am-nistie, mais qui n'a pas le courage de le faire, comprend néanmoins l'inconvé-nient d'enrichir les fastes de la nouvelle République d'une journée du 18 mai. Elle prend donc ses précautions, et elle insinue que le tapage, si tapage il y a, sera l'œuvre du parti bonapar-

On le voit, la précaution est ingénieuse; mais, franchement, ce tour de

passe-passe est trop vieux.

Les Droits de l'Homme annoncent à l'occasion des funérailles de Michelet, que les étudiants se préparent à reprendre l'idée d'un congrès international d'étudiants semblable à celui de Liége en 1865, où M. Germain Casse, entre autres, s'est fait connaître. Ce congrès se réunirait soit à l'étranger, soit en France.

Ce sont sans doute les lauriers mois sonnés alors et depuis par M. Casse qui empêchent les étudiants de... s'occuper tranquillement de leurs études.

Le Journal officiel qui ne nous était pas arrivé hier, publient la nommination de M. Faye au poste de soussecrétaire d'État au ministère de l'intérieur. M. Faye a eu dans la matinée du 17 un entretien avec M. le prési-dent de la république, puis il a pris possession de son cabinet. Par suite de la mort de M. Ricard et

du retard apporté à la nommination de M. Faye, le mouvement sous-préfectoral n'a pas encore été soumis au conseil. On ne pense done pas qu'il puisse être publié avant deux ou trois jours, Dans tous les cas, un conseil des mi-nistres sera tenu à Versailles.

Encore un post-scriptum à la discussion sur l'amnistie. Non-seulement les criminels de la Commune, aux yeux des feuilles radicales, ne sont pas coupa-bles, mais encore c'est l'armée française, ce sont les officiers fusillant les insurgés pris sur les barricades qui sont des uririers »

Hier et avant-hier, deux journaux radicaux demandaient que le capitaine Garcin soit traduit devant la justice pour

répondre « du meurtre » de Millière. Voilà où nous en sommes arrives

LETTRE DE PARIS particulière du Jou Rou baix).

Paris, 17 mai 1876. La discussion sur l'amnistie montre bien tout le terrain perdu par les con-servateurs, depuis le 24 mai 1873. En moins de trois ans, nous en sommes arrivés à ce qu'il ait été possible d'en-tendre plaider, dons une Chambre francaise, les circonstances atténuantes en faveur des scélérats de la commune de 1871, sans même qu'il soit parti, du côté des gauches, une seule protestation contre les incendiaires et les assas-

Le gouvernement, il est vrai, repousse Le gouvernement, il est vrai, repousse toutes les propositions d'amnistie, mais il prodigue tant de promesses de multiplier les grâces individuelles que c'est là, en quelque sorte, arriver indirectement à l'amnistie.

Cette attitude cause, assure-t-on, beaucoup de mécontentement dans l'armée.

coup de mécontentement dans l'armée qui a perdu de si nombreuses et de si victimes en luttant contre la

commune.

La proposition tendant à diminuer le temps de service militaire pourrait, dit-on, se trouver transformée quand elle viendra au débat. On proposerait alors, sous prétexte d'économie, de diminuer l'effectif sous les drapeaux renvoyant les soldats qui paraitraient suffisamment instruits

ment instruits.

Cette proposition serait pire que la première. Elle affaiblirait la première portion du contingent, et ne fortifierait pas la seconde portion en augmentant son temps de service.

Le Journal des Débats prétend que l'opinion publique a accueilli avec beau-coup de faveur la nomination de M. de Marcère au ministère de l'intérieur. L'opinion publique des *Debats* ne doit pas être confondue avec celle du pays. Je me rappelle avoir lu dans le journal radical les *Droits de l'Homme*: « L'opi-

nion publique est ce qu'on la fait. »

M. de Marcère est, assure-t-on, déjà assez froissé du peu d'empressement mis par le conseil des ministres à ratifier le nouveau mouvement préfectoral et sous-

ons allous voir dans le successeur de M. Ricard au Sén. t.ce que valent les engagements pris par les républicains. Lorsque M. Ricard cet besoin du siége de M. de la Rochette, on demanda aux droites de le lui céder, avec promesse que, dès la prochaine vacance, on ac-cepterait le choix qu'elles feraient à

leur tour.

Aujourd'hui, à droite, on veut faire choix de M. de Chabaud, et l'on réclame

l'exécution de la vieille promesse.

Les gauches voudraient faire passer
M. Lenoel et ce ne sera pas, semble-t-il,
sans difficulté, qu'elles abandonneront ce projet. On ann

annonce que les journaux républicains vont ouvrir, une souscription, afin d'élever un monument «national» à M. Ricard.

M. Ricard.

Il est aussi question, à gauche, de solliciter de la Chambre une pension pour sa famille.

On assimilerait la mort de M. Ricard

On assimilerait la mort de M. Ricard a celle des généraux Thomas et Lecomte; la Chambre déclarerait qu'il a succombé au service du pays et que celui-ci doit adopter ses enfants.

En opposition avec le pétitionnement catholique, les radicaux font circuler en ce moment, en province, les formules d'adhésion au projet de loi sur la collation des grades. Les formules signées seraient ensuite envoyées au ministre seraient ensuite envoyées au ministre rédacteur du projet, à qui l'on demande de soutenir énergiquement ses proposi-

Craindrait-on qu'il l'abandonnat ? De tous côtés, on ne parle que de l'a-bondance des capitaux, ou du décou-vert. Il serait à désirer qu'il en fut au-trement, car l'abondance des capitaux témoigne de la pénurie des affaires commerciales, de même que le découvert serait l'effet d'inquiétades générales, tant financières que politiques.

Le rachat des chemins de second

ordre par les grandes lignes, ne rencontre pas une pleine approbation. On préférerait voir ces rachats, devenir la propriété du gouvernement.

Quant aux chemins étrangers et par-

tieulièrement les Lombards, on rappelle que cette question ne rencontre pas plus de faveur auprès du gouvernement ita-

lien.

On ne sait encore, si l'on doit compter sur le succès du tunnel sous-marin entre Calais et Douvres et sur le desséchement du Zuyderzée (Hollande), mais ces travaux gigantesques ne sauraient être menés à bonne fin, vu leur importance d'Amilière curonéen, sans une ère de d'équilibre européen, sans une ère de saine politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

DE SAINT-CHÉRON.

L'enseignement supérieur

L'œuvre de réforme est achevée en Belgique. Le Sénat vient d'adopter par 32 voix contre 14 le projet de loi voté par la Chambre des représentants. Ché-université pourra désormais déliverdes diplômes, qui seront soumis à l'enre-gistrement de l'Etat.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du mercredi 17 mai. La séance est ouverte à 2 heures 30 mi-

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Frésident donne lecture d'une lettre de M. Faye qui, appelé aux fonctions de sous-secrétaire d'état au ministère de l'intérieur, résigne son mandat de questeur de la

riour, résigne son manon. Chambro des députés. 河. Réné Enchanneriaux a déposé une proposition de loi tendant à la réduction une proposition de loi tendant à la réduction.

M. Rémé Eschasseriaux a déposé une proposition de loi tendant à la réduction de la tax et élégraphique.

M. Paut de Cassagnae a la parole pour adresser une question à M. le ministre de l'intérieur. Lors des vérifications des pouvoirs, la Chambre a hautement manifesté son intention d'en finir avec l'intervention administrative, avec la pression préfectorale. Cependant, à la veille de l'élection qui doit avoir lieu dans le Gers et où les deux compétituers sont MM. Pevrusse et David. M. David vient d'être nommé maire de la ville d'Auch, c'est aussi le chef du parti républicain qui vient d'être nommé maire à Vic-Ferensac.

Cette double momination est de nature à excreer une certaine pression sur l'élection de dimanche prochain. L'orateur demande à M. le ministre de l'intérieur s'il n'y a là qu'une coincidence malheureuse ou si le gouvernement a entendu par là investir un candidat de l'appui officiel.

M. de Marcère, ministre de l'intérieur répond que la question lut vesti funite le l'intérieur répond que la question lut vesti lutter le l'intérieur proportion de l'appui officiel.

M. de Marcère, ministre de l'intérieur,

Mi. de Marcère, ministre de l'intérieur, répond que la question lui parati inutile. Le gouvernement est trop partisan de la liberté électorale pour qu'un de ses actes puisse jamais avoir pour objet d'y porter atteinte.

D'ailleurs, le ministre de l'intérieur n'a fait en cette circonatance qu'appliquor par meaure générale les princires qui ont reçu l'assentiment de la majorité républicaine de la Chambre. Le gouvernement n'a jamais eu l'intentend maintenir dans cette élection comme dans toutes les autres une liberté entière. (Vils applaudissements.)

appiaudissements.)

M. Dufaure, garde des sceaux, présente à la Chambre une requête de M. le procureur général de Paris, tendant à obtenir l'autorisation de poursuirse un de ses membres; la demande et les p.èces sont renvoyées au bu-

reau.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les propositions relatives à l'am-

cussion sur les proposations déclare s'élever navec toute son énergie de Vendéen contre les diverses propositions d'amnistie. Les événoments de la Commune sont le résultat d'une

conspiration cursile pendant le siège de Paris.

Avec le concours des sociétés secrètes et particulièrement de l'Internationale, cotte insurrection, qui a débuté par l'assa sinat de deux généraix, s'est éteinte au milieu de l'incendie de Paris et du massacre des ôtages.

L'orateur rappelle les principaux actes de la Commune et s'étonne qu'on les ait si vite oubliés qu'on paisse songer à revendiquer pour eux comme un droit, une amnistie qui serait de nature à en amener le retour.

Le chef de l'Etat peut user dans la plénitude de sa liberté du droit de grâce dont la Constitution lui attribue l'exercice, mais une loim doit pas effacer la trace de ces forfaits.

Les citoyens dont on provoque le retour en France ne tarderaient pas à devenir les maires de coux même qui parlent es leur faveur. Quand à l'orateur et à sea amis, its ont juréde défendre jusqu'à la mort la religion et la société, la propriété et la famille, ils ne manqueront pas à leurs engagements.

Leur cœut est ouvert au pardon, mais non à la faiblesse. Ils ont la conscience d'avoir la France avec eux dans l'accomplissement d'un douloureux et impéreux devoir.

M. Métame, au nom de la commission, s'attache à répondre au discours de MM. Clé-

la faiblesse. Ils ont la conscience d'avoir la France avec eux dans l'accomplissement d'un douloureux et impérieux devoir.

M. Métime, au nom de la commission, s'attache à répondre au discours de MM. Clémenceau et Lockroy. On a chorché à déplacer les responsabilités en les faisant remonter aux municipalités, et même au gouvernement d'slors, on peut bien chercher des excuess dans la situation particulière faite à la population de Paris par les douloureux événements de la guerre mais il n'est pas permis de rejectra la faute sur d'autres; alors même que les canons eussent pu être obtenus par une autre voie que la force, le Comité central ne pouvait se croire autorisé par là à assumer le gouvernement de la capitale.

Si les hataillons du Comité central avaient marcher sur Versailles dès le lendemain du 18 mars, le gouvernement de Versailles et la France cussent peut-être été perdus. Ce sont les municipalités qui ont coujuré le danger par leur attitude de résistance.

Mais, la situation devenant de plus en plus difficile, les élections municipales étant annoncées, et le comité central étant décidé à occuper les mairies à main armée, les maires de Paris ont voulu prévenir l'effusion du sang; ils n'ont pas cru pouvoir se désintéresser de la lutte et ils ont poursuivi le dernier espoir qui restait, celui d'arriver à des élections raisonnables.

Si ce n'était pas un acte régulier, c'était un arte nécessaire. Le gouvernement de M. Thiers n'a repoussé aucune des chances de conciliation et d'apaisement, mais il n'en a pas tenu d'une main moins ferme le drapeau de la légal'té.

La convention projetée entre le comité central et l'assemblée nationale, et personne n'a songé à la reprocher aux maires, mais elle n'a pas été observée. Les étus municipaux se sont produits et réclamer le bénéfice d'une annistite, mais il serait injuste d'embrasser dans la mème sévérité les ches de l'insurrection en accordant des fords h'insurrection en accordant des fords h'ilmurrection en accordant des fords h'ilmurrection en accordant des fords h

grâce.

On a dit que la Banque de France avait de la couse de l'insurrection en accordant des fonds à l'insurrection; mais la Banque n'a cédé qu'à des sommations, et à des attaques rélitérées. Elle a fait pour le mieux, afin de sauvegarder les intérêts qui lui étaient confiéx.

confiés.

Il ya encore une catégorie d'hommes que la grâce doit atteindre : ceux qui ont été forcés de marcher. Los conseils de guerre en ont acquitté beautoup, mais ils accomplissairent leur ceuvre au miliou de circonstançes difficiles, et il peut être utile de réviser leurs

dévisions.

Enfin, il est un grand nombre d'hommes qui sont coupables, mais pour lesquels l'expiation est maintenent suffisante.

La grâce est le seul procédé qui, au moyen de l'examen individuel des dossiers, puisse faire à chacun sa part légitime, tandis que l'amnistie par catégories cultra nerait d'inévitables injustices. Les adverssires de l'amnistie sont donc partisans de la clémence et de la cessation des poursuites. Il vient toujours un moment où il faut oublier les fautes des hemmes.

hommes.

Le gouvernement est certrinement disposé à entrer dans cette voie, et alors il ne restera tien à demander. On ne peut craindre qu'un nouveau ministère revienne sur les décisions que celui-ci auna prises, et les partisans de l'ampistic auront la satisfaction d'aveir hâté l'heure de la clémence.

l'amnistie auront la satisfaction d'aveir hâté l'heure de la clémence.

M. G. Périm dit qu'il n'avait l'intention de traiter que la question de la répression, mais il répondra d'abord quelques mots aux discours que la Chambre vient d'entendre. On peut s'étonner de ce discours, quand on se rappelle que l'honorable M. Méline a cu assez de confiance dans le mouvement à son début pour y accepter un rô e.

La masse énorme des gardes nationaux est excusable d'avoir partagé ces illusions.

La proposition d'amnistic totale, dont l'orateur est un des signataires, est un acte politique, Pour avoir le caractère politique, l'amnistie ne doit pas faire de distinction entre les degrés de culpabilité.

Les auteurs de la proposition ont pensé qu'il fallait en finir avec ces douloureux événements et ramener le calme dans les esprits.

L'intérêt politique y est engagé. L'amnistie de 1816 est moins un exemple à suivre : elle faisait certaines exceptions qui satusferont ceux qui craignent aujourd'hui, de voir rentrer dans leur pays des hommes qui, à leur avis, ne mériteut pas le pardon.

L'amnistie de 1816 n'excluait que les régicides qui avaient accepté une fonction pendant les cest jours. C'était bien là un acte politique.

La chambre, en votant l'amnistie, fera à son

La Chambre. cn votant l'amnistie, fera à son tour un acte de honne politique et un acte d'humanité; elle donnera une preuve de sa

Thomasine, ene domera due preuvede sa Passant à la question de la déportation. Passant à la question de la tablesu qu'il fen de la répression subie par les hommes de la Commune montr, ra à la Chambre, que l'expisition a été suffisante, ou, tout au moins, qu'il y a des adoucissements à y apporter. Il est impossible, quand on a vu ces hommes de près, de les considérer comme autre chose que des combattants politiques. C'est à ce titre qu'ils ont rencontré, des défenseurs résolus.

Les conseils de guerre ont été sévères et il n'en pouvait pas être autrement, mais le gouvernement aurait pu atténuer les effets de la condamnation pour ceux qui ont été envoyés à l'île Nou, c'est-à-dire au bagne; ils y souf-rent de la promiscuité avec les condamnés de droit commun; ils y souffrent surtout d'un régime dans lequel figure la peine de la correction, c'est-à-dire la bastonnade.

Cette peine est appliquée toutes les semaines à l'île Nou à six ou inuit individus, en moyenne; elle est extrêmement cruelle et laisse des plaies qu'il est très difficile de guérir, surtout dans les pays chauds.

Denuis que l'on est devenu plus doux dans

les pays chauds:
Depuis que l'on est devenu plus doux dans
l'application des pleines à bord, la discipline
n'est pas affaiblie. La peine de la correction
doit aussi disparaître, surtout quand en songe
qu'elle peut être appliquée à des condamnés
politiques.

politiques.

La mise en cellule est aussi une peine très-dure. L'homme est dans une demi obscurité, enchaîné et soumis à un régime alimentaire spécial.

enchaîné et soumis à un régime alimentaire spécial.

La peine de la double chaîne est encore plus cruelle, et elle a conduit des hommes ainsi accomplis à commettre des crimes de droit commun. Reste la peine des poucettes qui est comme un vestige de la torture et qui a pour but d'obtenir de- aveux des condamnés; on affirme qu'on n'applique plus cette peine, mais elle n'en est pas moins légale, et on peut la remettre en vigueur d'un jour à l'autre.

Elle doit absolument disparaître avec celles qui viennent d'être épurgées. Ce qui doit aussi être épurgée aux condamnés politiques, c'est la promiscuité avec les forçats de droit commun.

commun.

Ces adoucissements peuvent être accomplis facilement même sans l'intervention d'une loi, par de simples mesures administratives.

Les "condamnés à la déportation as une enceinte fortifiée et à la déportation simple, ont un sort rendu pénible par l'impossibilité où ils sont de travailler. Ce fait qui a été contesté est faffirmé par de nombreuses lettres de déportés. On a préten- du aussi qu'ils avaient refusé de travailler; ils ont, au contraire, accepté de se rendre sur les chantiers ouverts dans la colonie, dans de trop rarea cocasions.

ouverts dans la colonie, dans de trop rares occasions.
Cela ne suffisait pas, il fallait leur faciliter les moyens de travailler, en leur donant la jiberté nécessaire, en leur faisant l'avance d'instruments, en améliorant les voies de communication. C'est ce qui n'a pas été fait. Un document officiel montre à quel point le travail personnel a été nul.

Dans ces conditions, il est regrettable que le gouvernement ait envoyé à la Nouvelle-Calédonie un certain nombre de femmes et d'enfants des déportés. C'était les exposer à la misère, car l'administration ne leur accorde que des rations insuffisantes. Il est du devoir de chaoun de chercher les moyens d'améliorer l'es ort de ces malheureux, afin que la société en soit pas accusée de vouloir se venger. L'administration a pris, le 31 mars 1875 un arrêté pour enjoindre aux déportés de se mettre en mésure de pourvoir à leure le dans un délai déterminé, sur la menace d'être privés des rations qui leur étaient allouées.

portation.

M. Posserval Posserlehom, ministre de la narine, dit qu'aux termes des réglements, i n'y a pas de travail pénal, seulement les hommes qui no travaillent pas reçoivent la ration sans vin; le vin est la récompense de ceux qui travaillent.

coux qui travaillent.

M. Périn répond que l'arrêté menace les déportés qui ne travailleront pas, non-seulement de la suppression de vin, mais de la diminution de la ration. Il est vrai que cette mesure n'est pas appliquée; mais elle pour-rait l'être. Or, la loi de 1850 n'a pas voulu que les déportés politiques pussent être astreints au travail, et c'est à les y astreindre que tend l'arrêté.

Tant que la loi n'est pas changée, elle doit être appliquée, il faut donc que l'arrêté soit rapporté.

rapporté. On est malheureusement trop en clin à faire bon marché de la loi et des droits des dépor-

tés.

Les déportés ne sont pas aussi indisciplinés qu'on le prétend; il est facile de s'en rendre compte par le petit nombre des peines disciplinaires, et des condamnations judiciaires

compte par le petit nombre des peines disciplinaires, et des condamnations judiciaires prononcées contre eux.

M. le mainistre de la marime dit que les chiffres de l'orateur s'appliquent seulement aux condamnations, mais les peines disciulinaires sont extrémement nombreuses.

M. Périm ajoute que les déportés ne jouissent pas, comme on le prétend, d'une grande liberté; ils n'ont pas une alimentation absolument conforme à celle des soidais paisqu'ils n'ont pas le vin ni certains légumes.

M. Le mainistre de la marime dit que le vin est accordéaux déportés pour qu'ils ravaillent; il n'a été retiré qu'à 16 d'entre eux qui se refusaient systématiquement à toute espèce de travail.

M. Périm répond que s'il en est ainsi cela n'a pas toujours été, Il y a es pendant longtemps une complète insuffisance de vêtements. Quant à la liberté, les déportés en sont complétement privés depuis cercaines évasions. On arrive ainsi à substituer une véritable détention à la déportation qui ne doit terqu'un exit surveillé.

Li en résulte un regrettable arrêt dans le travail. On applique des peines trop rigoureuses, qui ne devraient pas être appliquées surrout à des condamnés politiques. C'est ainsi qu'un homme aurait été attaché à la barre et baillonné pour une cause légère. D'autres, auraient essuyé des coups de revolver pour a'être trouvés delhors à des heures réglementaires. S'il ne semble pas à la Chambre que la situation des déportés appelle une ammistie, il faut au moins les mett e à même de travailler freutueusement, les isoler des forçats et leur concéder des terres en quantité suffisante.

Il faut enfin, sans négliger les mesures préventives de l'évasion, assurer aux débortés vertives de l'évasion assurer aux débortés

ante. Il faut enfin, sans négliger les mesures pré-rentives de l'évasion, assurer aux déportés

ventives de l'évasion, a surer aux déportés toutes les facilités du travail.

M. l'améral Fourriellom répond que les peines corporelles n'ont jamais été appliquées à des membres de la Commune. Il faut se défier beaucoup des correspondances de la Nouvelle-Catédonie et des allégations de la presse étrangère. Il n'y a aucune trace des faits qui ont été cités par M. Paris.

D'ailleurs l'accouplement, la barre, sont appliquée dans la marine sans que la dignité des marins en soit blessée.

M. Férim dit qu'il ne faut ancune comparaison entre l'accouplement et la barre. L'accouplement a été appliqué à des déportés politiques, à ce qu'sfilme un ancien médecin de la marine. M. Leprévost.

M. le mainistre de la marine ajoute que les celiules sont saines et aérées. Lullier qui est considéré comme fou est dans une

Les sques à les sques à l'elle, ches M. Lille, ches M. Place; à Perus, ches au T. C*, 34, rue llucre (place de la leur pages par Perus p cellule construite pour lui et reçoit la rai d'hôpital.

cellule construite pour lui et reçeit la ration d'hôpital.

Quant aux poucettes, M. le ministre n'en connait pas d'autres que celles dont font usage en France les gendarmes qui conduisent les hommes arrètés. — Les déportés sont plus heureux matériellement que les soldats, puisqu'ils reçoivent la même ration et peuvent es promener tranquillement dans leur jardin pasdant que les soldats font leur service. Il a hituaire des prodiges d'activité pour recevoir les déportés à la Nouvelle-Calédonie, et l'administration n'a jamais cesé d'y montrer autant d'intelligence que d'humanité.

Plusiours membres demandent la clôture de la discussion générale.

M. Giarasset combat la clôture. La question d'amnistie n'a pas été traitée sous toutes ses faces. L'oraleur se propose de l'examiner au point de vue de la conciliation.

La clôture mise aux voix est promotés.

Sur la demande de M. Raspail, le reavei à demain est ordonné.

La séance est levés à c'h. moins cinq.

L'enverture de l'expecition de Philadelphie

Le Daily News publie un compte rendu télégraphique dont voici les prin cipaux passages ;

cipaux passages?

Il avait plu trente-six heures, le seleil serait clair et chaud du tond de l'Orient et toute la ville prit bientôt un aspect des plus animés. Tous les principaux deifices se couvrirent des drapeaux de toutes les nations. Les façades d'un grand nombre de maisons particulières e décorèrentà l'envi.

Dans un pourtour d'un mille et plus, aux approches des terrains de l'Exposition, tout est neuf; les rues sont à demi-pavées, les promenades simplement trucées. En cet endroit une épaissé boue rouge rend le passage presque impossible. À l'intéreur, les routes en asphalte sont assez bien, mais bon nombre d'avences attendent la dernière main. L'abord de ce côté est si malaisé que les nombreux restaurants, pavillons et constructions spéciales appelées à prêter tant de charmés à l'Exposition n'attirent que très peut de visiteurs.

Si la pluie toutefois s'est jetée à la traverse

charmes a l'exposition a sattrette que tres per de visiteurs, et fait un peu tache sur la scène, elle n'a pas manqué de presser la végétation en sorte que le coup d'œil y gague je ne sais quelle grâce qu'on voit s'attacher au premier été.

quelle grâce qu'on voit s'attacher au premier été.

Le président Grant et les membres du cainet. l'empereur du Brésil et la plupart des
risiteurs officiels étaient arrivés des la veille
de bonne heure : la troupe et la marine ent escorté les fenctiennaires du gouvernement sur
l'entour du Palais étaient très-simples. Sur la
l'entour du Palais étaient très-simples. Sur la
vaste esplanade circonscrite par la galerie des
machines et la principale place de lE'xposition
doux plate-formes ordinaires avaient été dressées : l'une destinée aux personnages efficiels
et invitée au aumère de deux mille et appusée
contre la galerie, l'autre placée de l'autre courpour recevoir us chœur de 800 voix et un magnisque orchestre de 150 musiciens sous la
direction de M. Théodore Thomas. Peint
découvert, et nous le répétions à peine quelques
décors.

Le public admis à 9 h. dans l'enceinte.

direction de M. Théodore Thomas, Peint de couvert, et nous le répétons à peine quelques décors.

Le public admis à 9 h. dans l'enceinta n'eut pas alors accès plus loin, autant qu'il pat e raprocher de la plate-forme, il le fit.

Le cortége n'eut rien de remarquable; dans ce pays d'Amérique les déploiements militaires sont forcément restreints et ce qui se passa dans l'Esplanade fet simple comme le reste des préparatifs. La musique prit les trois quarts du temps que dura la cérémonie d'ouverture, et par bonheur ce fut de la musique remarquable.

It était dix heures, quand le corps diplomatique, et les officiers de l'armée et de la marine, tous en uniforme, passant près des musiciens vintent pren're place sur les sièges qui leur avaient été préparée. A mesure que la plate-forme se garnissit, l'orchestre faisait une exécution des plus réussies d'uns douzaine d'airs nationaux étrangers

Pendant l'exécution de la Marseillaise, les applaudissements éclatèrent avec frénésie : en ce moment l'Empereur du Brésil et as femme avec leur suite apparurent, ce qui ne qu'accroftre ce premier enthousiasme. Leurs Majestés en prenant place saluèrent des deux côtés très-profondément et à maintes reprises. Aux dernières notes de « Salut à la Calombiel » le présadent Grant et ses miniatres venant de la galerie des machines cinrent s'asseoir à côté de l'Empereur sur le devant de la plate-forme et furent à peine remarqués.

s'asseoir à côté de l'Empereur sur le devant de la plate-forme et furent à peine remacués.

Leur présence ne fut signalée qu'au moment où l'orchestre lança l'air du « Salut au Président ! » Alors vint la marche d'inauguration composée par Wagner et rendue avecun admirable feu. Des instruments à cordes perdent toujours de leur valeur en plein air, ce qui, rjouté au déavantage du lieu et de se entroce, n'a pu pourtant sérieusement nuire à l'effet produit par cette composition hors Hagne. La foule, à grand'peine contemne par la police et les soldats, oublis un instant ses mortifications pour pouvoir applaudir plus à l'aise. L'impression laite sur elle par la musique Wagnériste n'eut d'égale que celle qu'elle vanist de ressentir à l'audition de la Marceti-leu. La prière récitée alors par l'Evêque méthodiste Simpson permit à la foule de rependre un moment ses allures.

Nous passons sur l'Hyme du Centenaire, paroles de Whittier, et musique du professeur l'aine, simple et noble méthode chorale arécutée dans la perfection par l'orchestre sidé de l'orgue monumental qui se trouvait-se arrête dans le pains de l'Expessition mas qu'une fenélire ouverte avait mis de la fête.

C'était pains de l'Expessition au qu'une leur leur le général Grant l'heure de se lever. Des braves mille foir répétés et accessagends de jeux leir donnérent la bien-venue au Président. Four lui, après une courte et sèche allocution il déclara l'Exposition ouverte avait nations.

allocution il déclara l'Exposition ouverte aux nations.

Le tomerre du canon, les explosions aussi bruyantes de la multitude, et la forêt de drapeaux qui surgit soudain, à la suite de cette déclaration, formèrent peut-être la partie la plus impressionnante de cette cérémonie d'euverture, d'un aspect d'ailleurs si strictement républicain.

Aussitôt, on vit défiler le Président, l'Empereur et l'Impératrice du Brésil, M= la Présidente, les ministres, les ambassadeurs, les officiers suivis de tous les invités rangés au haard. Les tuniques-bleues et les matelots présentaient les armes tandis que le Président et l'Empereur, merchant dans la galerie des machines, appuyaient ensemble sur le levier de la machine à vapeur Collis, d'une force de 1,600 chevaux, ce qui init tous les appareils es

ALFRED REBOUX Propriétaire - Gére INSERTIONS: es: la ligne. Faits divers :